



La Roquebrussanne
DEPARTEMENT DU VAR

ARRETE MUNICIPAL PM-053-2024

Portant autorisation de circulation

Le Maire de la Roquebrussanne,
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales,
VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1, L. 2213-2 al 1 et L.2122-18.
VU le Code de la Route, notamment les articles R.110-1, R.110-2, R.411-8, R.411-25 à R.411-28 et R.422-4,
VU le Code de la Voirie Routière et notamment l'article R.141-3,
VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes,
VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I - quatrième partie - signalisation de prescription absolue -approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifié),
Vu l'arrêté municipal n°2020/081 du 23 mai 2020 portant délégation de fonctions et de signatures au 3^{ème} adjoint, monsieur Jean-Pierre GOUJON,
VU l'arrêté municipale n°02/2020 en date du 20 octobre 2020 relatif aux règles de circulation et de stationnement,

Considérant la demande formulée le lundi 19 février 2024, par les sociétés « SARL LES TERRES PROMISES » et « SCEA COMOR » pour le compte d'un prestataire, visant à obtenir dérogation à la limitation de tonnage dans le cadre d'une livraison relative à l'activité viticole sis 416 chemin de Fioussac à la Roquebrussanne,

Considérant qu'une telle demande est justifiée par l'activité économique des requérants,

Considérant qu'il est nécessaire de pourvoir à la sécurité de l'ensemble des usagers de la voie publique.

ARRETE

ARTICLE 1 :

La société « KUEHNE NAGEL » est autorisée à déroger à la limitation de tonnage dans le cadre d'une livraison au domaine « Les Terres Promises » sis 416 chemin de Fioussac à la Roquebrussanne le lundi 19 février 2024 entre 13h00 et 17h00. L'entreprise est autorisée à circuler avec un véhicule de type poids-lourd d'un PTAC n'excédant pas 19 tonnes.

Ce transit sera impérativement escorté par la Police Municipale, aller et retour. Le permissionnaire devra prendre attache avec le service avant son entrée sur le territoire communale et avant son départ du lieu de livraison afin d'être pris en charge.

Cette autorisation n'est valable que sur l'itinéraire suivant : RD5, chemin de la Persévérance, chemin de Fioussac et inversement. Compte tenu de l'étroitesse des voies de circulations, les permissionnaires seront particulièrement attentifs à ne pas dégrader les voiries mais aussi les propriétés longées par les voies ainsi qu'à leur vitesse de circulation.

ARTICLE 2 :

Une circulation non autorisée sera sanctionnée conformément à l'article R411-17 du Code de la Route.

ARTICLE 3 :

Le permissionnaire ainsi que les conducteurs responsables des véhicules, veilleront à préserver les droits des tiers, seront et demeureront entièrement responsable de tous les

incidents et accidents qui pourraient survenir du fait de leurs activités. Ils veilleront par tous moyens à la sécurité des usagers.

Ils veilleront à conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toute la période d'occupation. Les revêtements de chaussées dégradés lors de l'intervention, et tout autre élément constituant la voirie au sens large (corps et surface des trottoirs et accotements, corps de chaussée), sont remis à l'état d'origine avant la fin des travaux (qualité des façons, matériaux utilisés, substrat, revêtements).

En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, la Ville fera procéder aux travaux de remise en états aux frais exclusifs du permissionnaire.

ARTICLE 4 :

La présente autorisation est révoquée à tout moment, sans indemnité, en cas de non-respect par le permissionnaire, des conditions précitées, ou pour une raison d'intérêt général.

ARTICLE 5 :

Le présent arrêté sera affiché en mairie où le public pourra le consulter aux heures d'ouverture.

ARTICLE 6 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de monsieur le Maire, dans un délai de deux mois, à compter de sa notification et/ou publication. L'absence de réponse au terme de deux mois valant rejet implicite.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Toulon, dans un délai de deux mois, à compter de sa notification et/ou publication ou à compter de la réponse de la commune si un recours gracieux a été déposé.

ARTICLE 7 :

Monsieur le Maire de La Roquebrussanne, Monsieur le Commandant du Groupement de Gendarmerie du Var et la Police Municipale de la commune de La Roquebrussanne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 8 :

Le présent arrêté est dispensé de transmission au représentant de l'Etat en application de l'article L.2131-2 et suivant du Code Général des Collectivités Territoriales. Il est exécutoire dans les conditions prévues par l'article L. 2131-1 dudit code.

Fait à La Roquebrussanne, le lundi 19 février 2024

Le Maire
Michel GROS
Et par délégation du Maire
Monsieur Jean-Pierre GOJON, 3^{ème} adjoint

